

**Zeitschrift:** Arbido  
**Herausgeber:** Verein Schweizerischer Archivarinnen und Archivare; Bibliothek Information Schweiz  
**Band:** 18 (2003)  
**Heft:** 12

**Artikel:** Sommet mondial sur la Société de l'information : l'ONU accueille les bibliothèques  
**Autor:** Accart, Jean-Philippe  
**DOI:** <https://doi.org/10.5169/seals-769981>

### **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

### **Conditions d'utilisation**

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

### **Terms of use**

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

**Download PDF:** 22.12.2024

**ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>**



## Sommet mondial sur la Société de l'Information: l'ONU accueille les bibliothèques

**L**a Salle des Assemblées de l'ONU à Genève (ancienne salle de la Société des Nations) a accueilli, les 3 et 4 novembre derniers, des bibliothécaires en provenance de 74 pays venus à la demande de l'IFLA (International Federation of Library Associations and Institutions) afin de préparer le Sommet mondial sur la Société de l'Information (SMSI/WSIS) prévu à Genève en décembre.

Les bibliothécaires suisses ont travaillé plus d'une année pour que ces journées onusiennes soient un succès. L'objectif de cette rencontre était principalement de préparer des discussions bilatérales entre délégués gouvernementaux à l'ONU et bibliothécaires, discussions qui ont eu lieu le 4 novembre.

La place des bibliothèques dans la Société de l'Information reste à défendre, notamment dans la Déclaration de principes et le Plan d'action du Sommet axés majoritairement sur les technologies de l'information: ces textes, très généraux, prennent en compte de nombreux facteurs (culturels, sociologiques, géographiques, technologiques) qui sont, certes, importants à mentionner, mais qui oublièrent quelque peu dans leur première mouture, les bibliothèques elles-mêmes. Suite à différentes interventions, les bibliothèques sont dorénavant mentionnées.

Adama Samassékou (ancien ministre de l'Education du Mali), président du Comité préparatoire pour le Sommet, a particulièrement insisté sur la «fracture numérique»: il constate que la «fracture numérique» existe bel et bien et qu'elle n'a pas été comblée par la mondialisation, l'accès à l'information étant nettement favorisé pour les catégories aisées de la population mondiale. Les bibliothèques et services d'information ont un rôle prépondérant à jouer afin de combler cette fracture. Il semble dorénavant bel et bien acquis que les bibliothèques sont un point d'accès à l'information pour tous.

Le 3 novembre, 7 tables rondes ont été organisées, chacune représentant une région du monde avec comme objectif que

les bibliothécaires présents puissent proposer des idées concrètes à réaliser en matière d'accès à l'information à leurs représentants gouvernementaux le 4 novembre.

La diversité et la richesse des échanges ont marqué ces réunions, une des difficultés majeures étant que les bibliothèques présentent des caractéristiques très différentes d'un continent à l'autre: la situation politique, la formation des professionnels, le concept même de bibliothèque sont très hétérogènes et ont une implication évidente sur l'accès à l'information. Pour exemple, la zone Amérique latine et Caraïbes possède un espace bibliothéconomique dû plus au dynamisme des professionnels (individus ou associations) qu'à celui des institutions. Les bibliothécaires brésiliens ont lancé une étude sur les bibliothèques scolaires dans l'Etat de Rio de Janeiro pour montrer au gouvernement la nécessité de les développer. Au Pérou, ce sont des initiatives privées et locales qui permettent de développer les bibliothèques. En Guyane britannique, un seul point d'accès gratuit à Internet est offert à la population: la Banque mondiale et l'Unesco ont lancé un projet afin de changer cette situation.

Dans d'autres régions du monde, c'est l'accès au réseau électrique ou l'analphabétisation qui représentent des freins les plus importants (Madagascar); la question des réfugiés, des personnes handicapées se posent à de nombreux pays (Finlande, Suède...) et ce sont les bibliothécaires qui proposent des solutions adaptées; en Europe centrale et de l'Est (Serbie notamment), les ressources sont concentrées dans les villes les plus importantes et la fracture numérique est une réalité; en Asie et en Océanie, la promotion de la lecture en zone rurale est confiée aux associations de bibliothécaires avec l'aide des gouvernements (Thaïlande, Malaisie); le Népal, l'Inde ou le Pakistan bénéficient d'un réseau de bibliothèques étendu (au Népal: 900 bibliothèques; en Inde, ce sont surtout les bibliothèques universitaires qui sont développées).

Voici quelques exemples de réalisations concrètes parmi beaucoup d'autres qui montrent certains manques en matière d'accès à l'information, mais également une forte implication des professionnels.

La journée du 4 novembre consacrée aux discussions bilatérales délégués ONU-bibliothécaires fut marquée par une forte attente des bibliothécaires. Malgré l'indisponibilité de certaines délégations gouvernementales, les bibliothécaires présents ont saisi l'occasion qui leur était donnée de rencontrer leurs représentants et d'exposer leurs souhaits.

Il est encore trop tôt pour mesurer la réelle influence que ces discussions auront sur le Sommet de décembre. La séance finale de cette conférence permet de réaliser une synthèse globale et les points forts suivants furent exposés: le renforcement des échanges et de la solidarité Nord-Sud; une place forte à accorder au multilinguisme et au multiculturalisme; une Société de l'Information axée sur l'être humain; un accès à des contenus d'information de qualité sont parmi les points-clés.

L'IFLA, en la personne de son secrétaire général Ross Shimon, de sa présidente en exercice, Kay Raseroka et de son futur président Alex Byrne, a adressé dans un communiqué final une déclaration aux membres du prochain Sommet mondial sur la Société de l'Information: le développement, l'extension des services d'information et de bibliothèques de qualité, la préservation du savoir et de l'héritage culturel peuvent être réalisés grâce à des investissements modérés qui profiteraient à l'ensemble de la communauté mondiale. ■

Jean-Philippe Accart

### contact:

E-mail: [jean-philippe.accart@rero.ch](mailto:jean-philippe.accart@rero.ch)

## Praktisches Qualitätsmanagement in einer Informations- und Dokumentationsstelle



■ **Thierry Duc**  
Informations-  
spezialist  
Credit Suisse

**L**aufende Veränderungen in Grossbetrieben verlangen von ihren zentralen Diensten ständige Anpassung. Interne Dienstleister müssen die sich ändernden Bedürfnisse ihrer Kunden aufnehmen und dabei möglichst ihre Dienstleistungsqualität steigern.